

The OSCE Secretariat bears no responsibility for the content of this document and circulates it without altering its content. The distribution by OSCE Conference Services of this document is without prejudice to OSCE decisions, as set out in documents agreed by OSCE participating States.

FSC.EMI/169/19  
29 May 2019

FRENCH only



N° 2019-0331947

## NOTE VERBALE

La représentation permanente de la France auprès de l'OSCE présente ses compliments aux délégations des Etats participants, au Centre de Prévention des Conflits et aux partenaires pour la Coopération. Elle a l'honneur de leur communiquer les informations de la France relatives au questionnaire sur les mines anti-personnel conformément à la décision FSC.DEC/7/04 au titre de l'année 2019.

La Représentation permanente de la France auprès de l'OSCE saisit cette occasion pour renouveler aux délégations des Etats participants et au Centre de Prévention de Conflits l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 28 mai 2019

Destinataires :

- Tous les Etats participants à l'OSCE
- Centre de Prévention des Conflits
- Partenaires pour la coopération

# QUESTIONNAIRE DE L'OSCE SUR LES MINES ANTIPERSONNEL

## Partie I

1. *Votre pays est-il Partie au Protocole II modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs de 1996 annexé à la Convention sur certaines armes classiques de 1980 ?*

Oui. La France a ratifié le Protocole II amendé le 23 juillet 1998.

Dans l'affirmative :

2. *Veillez joindre le rapport annuel le plus récent que votre pays a présenté conformément à l'article 13 du Protocole modifié ou indiquer l'adresse électronique où l'on trouvera ce rapport.*

Le rapport 2019 (portant sur l'année 2018) de la France a été transmis et sera publié sur le site de l'ONU à Genève ([www.unog.ch](http://www.unog.ch)).

*Questions 3 à 6 : Sans objet.*

## Partie II

7. *Votre pays a-t-il ratifié la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction de 1997 ou y a-t-il adhéré ?*

Oui. La France a ratifié la convention d'Ottawa le 23 juillet 1998, date du dépôt des instruments de ratification auprès du Secrétaire général des nations unies. L'entrée en vigueur pour la France est datée du 1<sup>er</sup> mars 1999.

8. a) *Dans l'affirmative, veuillez joindre le rapport le plus récent que votre pays a présenté conformément à l'article 7 de la Convention ou indiquer l'adresse électronique où l'on trouvera ce rapport.*

Le rapport 2019 (portant sur l'année 2018) de la France a été transmis et sera publié sur le site de l'ONU à Genève ([www.unog.ch](http://www.unog.ch)).

b) *Dans la négative... Sans objet.*

c) *Votre pays a-t-il adopté une législation pour répondre aux objectifs humanitaires de la Convention ou pris des mesures particulières en ce qui concerne l'emploi, la production, le stockage, le transfert et la destruction des mines antipersonnel ? Si un moratoire a été instauré, quelles en sont la portée et la durée et quand a-t-il été instauré ?*

Oui. La France a adopté la loi n°98-564 du 8 juillet 1998. Ce dispositif est complété par une directive du Chef d'état-major des armées, en date du 12 novembre 1998, diffusée au sein des armées.

9. *Votre pays a-t-il mis en place des mesures particulières pour apporter une assistance aux victimes ?*

Oui. La France participe activement aux programmes de santé, de rééducation et de soutien social des pays en voie de développement. Ces programmes prennent en compte les besoins des victimes des mines antipersonnel.

10. *Votre pays a-t-il besoin d'une assistance pour le déminage, la destruction des stocks, la sensibilisation aux mines et/ou l'assistance aux victimes? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.*

Non.

11. *Votre pays a-t-il les moyens d'aider d'autres pays dans le domaine de l'action antimines? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.*

Oui. La France mène des programmes de recherche visant à améliorer des dispositifs de détection des mines, à expertiser la menace présentée par les mines antipersonnel, perfectionner les dispositifs de protection contre les mines, de déminage pyrotechnique, et de destruction des mines.

La contribution financière de la France à la lutte contre les mines se fait selon deux directions:

- A titre bilatéral, l'action contre les mines se concrétise par des actions de formation, de mise à disposition d'experts, de sensibilisation, d'échange d'informations, de participation à des opérations de déminage et d'assistance aux victimes. Les moyens consacrés par la France à ce titre sont décrits dans les rapports annuels qu'elle présente au titre de la Convention d'Ottawa (art. 7) et du Protocole II amendé (art. 13).
- Au titre de la coopération européenne, l'action contre les mines est mise en œuvre par la Commission européenne à partir du budget financé par les Etats membres. La France, en tant que contributeur actif à ces divers instruments financiers (outre sa participation au budget de la Commission) participe activement à la définition des objectifs et des modalités de mise en œuvre de ces actions de coopération.

## QUESTIONNAIRE DE L'OSCE SUR LES DEBRIS DE GUERRE EXPLOSIFS

**A présenter facultativement en même temps que le questionnaire  
de l'OSCE sur les mines antipersonnel**

1. *Votre pays a-t-il notifié au depositaire son consentement à être lié par le Protocole V sur les débris de guerre explosifs de 2003 une fois qu'il sera entré en vigueur? Votre pays envisage-t-il de le faire?*

Oui. La France a ratifié le Protocole V sur les restes explosifs de guerre le 31 octobre 2006.

2. Sans objet.

3. *Votre pays souhaiterait-il bénéficier d'une assistance pour éliminer les débris de guerre explosifs ou réduire au minimum les risques et les effets qu'ils présentent? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.*

Non.

4. *Votre pays a-t-il les moyens d'aider d'autres pays à éliminer les débris de guerre explosifs et à réduire au minimum les risques et les effets qu'ils présentent? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.*

L'action de la France s'inscrit dans une démarche globale visant à réduire les risques que présentent les restes explosifs de guerre pour les populations civiles. Outre des actions menées à titre bilatéral, cette aide se concrétise notamment par une importante contribution financière apportée par la France aux fonds de développement gérés par la Commission européenne.